

véritables traitements de famine, ne peuvent être payés que grâce à des expédients nouveaux, chaque quinzaine. En décembre, le coût de la vie, malgré la stabilisation du change et des salaires, a accusé une hausse d'au moins 25 à 30 0/0. L'Etat est devant ce dilemme : recourir sans délai à une inflation nouvelle, dans d'énormes proportions, ou cesser ses paiements de toute nature. Aucune rentrée hâtive d'impôts ne peut le tirer de là, aucun impôt ne pouvant produire des sommes suffisantes. — Les ruraux redoutent la dépréciation du *mark-rente*, et, obligés par la loi d'accepter encore le *mark-papier*, haussent leurs prix, restreignent les ventes de produits alimentaires. Les mois d'hiver ne se passeront très probablement pas sans amener encore les plus graves crises du ravitaillement des villes et leur cortège d'émeutes, de la faim, de pillages, de massacres d'affamés. — Le but de la *Schwerindustrie* est d'imposer au pays une reprise, à tout prix, de production intensive, aux seuls frais des travailleurs. Voie de salut. Mais l'outillage allemand est usé, vieilli, excepté dans les régions rhénanes, où les grands ploutocrates l'ont intelligemment entretenu, régions perdues pour le Reich, précisément pour cette raison (Stinnes, Voegler, Wolff, Kloeckner, Krupp, se soucient non pas d'avoir à remorquer une industrie nationale fort mal en point, mais de la piller). Partout, même en Rhénanie, la main-d'œuvre est usée par des années de faim, de surmenage, d'aigreur. Enfin, la production allemande est devenue strictement dépendante de la situation internationale ; sa résurrection signifierait pour toutes les grandes puissances industrielles d'Europe la réapparition d'un concurrent. Elle ne sera guère secondée. Dans ces conjonctures, les magnats de l'industrie ne vont-ils pas essayer de prolonger une politique en quelque sorte féodale, se bornant à enrichir de la ruine générale leurs propres entreprises ? — La misère sans bornes des masses ouvrières est connue, l'ampleur du chômage aussi (1.500.000 chômeurs, 2.500.000 chômeurs partiels). La prolétarisation s'attaque maintenant à de nouvelles couches de classes moyennes, aux fonctionnaires qui étaient jusqu'à présent les plus sûrs appuis de l'ordre social. Le problème du chômage est insoluble : L'Etat ne peut, à brève échéance, ni nourrir les sans-travail, ni leur promettre du travail. Les Etats, les villes, les communes sont en faillite. — Le fascisme proprement dit, mouvement des classes moyennes appauvries, armé et utilisé par le grand patronat, est à son déclin, rongé par la déception. La désagrégation des partis démocratiques continue. On commettrait la plus grande erreur en s'imaginant que la social-démocratie unifiée sort renforcée de la crise de novembre. Il est plus que douteux que son Comité Directeur ait actuellement une majorité dans le Parti. Il est évident qu'aux prochaines élections du Reichstag, elle perdra — au bénéfice des communistes — une grande partie de ses mandats. Des contrées entières échappent à son influence. Dittman constatait récemment dans le *Vorwärts* « qu'une poignée de jeunes journalistes bolchéviques donne le ton aux social-démocrates saxons ». L'unité de ce parti, et sa puissance, sont des mythes, comme l'unité et la puissance du Reich. L'A.D. G.B., la grande organisation syndicale réformatrice, ne peut plus payer ses fonctionnaires et voit ses effectifs fondre à vue d'œil. Le parti social-démocrate lui-même

vit des largesses du *Labour Party* britannique. Il ne représente plus guère un facteur politique actif : il fait encore masse par inertie. Sa puissance est uniquement d'inaction et ne peut plus ni s'imposer au respect de la bourgeoisie ni s'opposer aux progrès du communisme.

Cette situation intérieure de l'Allemagne, révolutionnaire, durera nécessairement pendant au moins quelques mois. Avec l'appui du capitalisme étranger, par les moyens d'une dictature de classe habile et cruelle, en consentant à payer elle-même une partie importante des frais, la bourgeoisie allemande peut à la fin réussir à consolider ses positions. Notre camarade E. Pavlosky, observateur averti des choses économiques, l'admet. Pour le moment, les classes ennemies restent en présence. De leur degré de conscience, de leur volonté, de leur intelligence dépend encore l'issue de la lutte dans laquelle l'inertie social-démocrate a donné, en octobre-novembre, l'avantage à la réaction.

Il convient, en ce moment, de nous souvenir que les révolutions sociales ont besoin pour mûrir et s'accomplir, non de semaines ou de mois, mais d'années : la Révolution française s'étend, avec des bonds en avant, des stabilisations, des ouragans, sur une quinzaine d'années. Préparée auparavant par de longues luttes, la Révolution russe livre sa première grande bataille en 1905 pour n'achever ses victoires qu'en 1920-21.

P.-S.— Brandler et Talheimer, représentants les plus autorisés de l'ancienne majorité du Comité Central du P. C. A., imputent, dans leurs thèses, à l'Exécutif de l'Internationale Communiste et au P. C. A. une « estimation erronée de la proportion des forces en présence ». Ils soulignent que l'Exécutif de l'I. C. n'aurait pas tenu un compte suffisant des observations du P. C. A. L'Internationale ne manquera pas de faire la lumière sur ce point. La gauche du Parti, dont Ruth Fischer est l'un des leaders les plus connus, est d'un avis diamétralement opposé. Elle considère que la prise du pouvoir était possible en octobre, mais reproche au parti d'avoir, avant les discussions de Moscou sur la question allemande, négligé les préparatifs d'action révolutionnaire. Elle est d'avis que « le parti devait accepter la lutte même au risque d'une défaite car celle-ci aurait donné au prolétariat allemand de belles traditions révolutionnaires attachées au nom du P. C., préparant en ce sens la victoire future. Ce point de vue me paraît difficile à soutenir. Une insurrection communiste écrasée en Allemagne par la dictature militaire et les bandes fascistes eût, ce me semble, procuré à la bourgeoisie allemande un sentiment de sécurité et de victoire qu'elle est loin d'avoir. Les pertes qu'elle eût infligées à la classe ouvrière n'eussent pas été faciles à compenser malgré le renom d'héroïsme qui en fût resté au P. C. allemand. Il est des pertes irréparables : il suffit de prononcer les noms de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, chefs que la révolution allemande n'a pas encore retrouvés, bien que leur souvenir magnifique l'enorgueillisse justement. La Commune de 1871, elle aussi, a laissé dans l'histoire une trace épique ; mais la saignée infligée par les Versaillais au peuple travailleur de Paris ne l'en a pas moins débilisé pour de longues années. Si convaincus que nous soyons tous de la victoire finale de la classe ouvrière, on ne peut soutenir que toutes ses défaites soient forcément des étapes vers la victoire. On peut l'affirmer de certaines défaites après en avoir mûrement pesé les conséquences ; il est bien hardi de tenir un semblable langage à propos d'une défaite hypothétique, mais qui eût assurément été très sanglante, très coûteuse, très exploitée par un ennemi préparé à jouer son va-tout.

R. ALBERT.